

TOUS ENSEMBLE POUR LE DROIT A UN VERITABLE EMPLOI ET A UN HAUT NIVEAU DE GARANTIE POUR LES CHOMEURS

Les raisons d'agir le 7 décembre

Depuis plusieurs mois, les salariés et aussi les privés d'emploi connaissent une attaque violente contre leurs droits de la part du nouveau gouvernement et du syndicat patronal (MEDEF).

La fusion ANPE / UNEDIC : est en fait la liquidation du service public de l'emploi en privatisant le marché du travail pour le compte des multinationales de l'intérim des officines privées telles INGEUS et Consort, avec la suppression des garanties d'accès à un véritable emploi pour les chômeurs.

Dans le même temps la loi Borloo mal nommée « cohésion sociale », organise la répression des chômeurs par les radiations en augmentation, des contraintes de toutes sortes et la mise en place d'un véritable flicage des chômeurs.

L'assurance chômage ne joue plus son rôle

La pauvreté devient un phénomène de masse dans le pays, quand on sait que près de 2 millions de salariés vivent en dessous du seuil de pauvreté et seulement 1 salarié sur 2 a le droit à l'assurance chômage.

Nos revendications :

D'être informés sur nos Droits pratiques : allocations, formations, obligations, (les nôtres mais aussi celles de l'ANPE, des ASSEDIC ...)

De faire avancer nos dossiers.

De nous faire accompagner (comme la loi nous le reconnaît) pour toutes les convocations de l'ANPE, la DDTE, les CLI (Commissions Locales d'Insertion)...

Le maintien et la création de nouveaux Comités de Liaison avec les ANPE.

Les faiseurs de chômage doivent payer

Les syndicats et associations de chômeurs, ainsi que les salariés des Assedic et de l'ANPE demandent la mise en place d'un régime d'assurance chômage qui assure la possibilité à tous les demandeurs d'emploi de pouvoir vivre et d'être en capacité de retrouver un emploi.

En assurant au minimum un revenu équivalent à 80 % d'un SMIC (que nous revendiquons à 1500 euros).
Etablissant un système de protection sociale équivalent à l'assurance maladie (5^{ème} branche de la sécurité sociale).

Dans l'immédiat, nous exigeons 500 € de prime de Noël, pour tous les demandeurs d'emploi.

ENSEMBLE LES SALARIES ET LES PRIVES D'EMPLOI DOIVENT SE FAIRE ENTENDRE.

MANIFESTATION le 7 décembre 2007

ANPE- Opéra

Rendez-vous à 10 heures

Place des Terreaux